

SOMALIE

Les pirates capturent un cargo chinois très loin de leurs côtes

Des pirates somaliens ont capturé hier un cargo chinois au nord-est des Seychelles, dans l'océan Indien, démontrant une nouvelle fois leur capacité à étendre leur rayon d'action et échapper ainsi à la vigilance des navires de guerre déployés par la communauté internationale.

L'opération s'est déroulée «vers midi» (heure locale) à 550 milles nautiques au nord-est de l'archipel des Seychelles et à 700 milles nautiques de la côte est de la Somalie, a annoncé dans un communiqué l'opération européenne anti-piraterie Atalante.

«Dès les premières indications de l'attaque, un avion d'Atalante s'est rendu sur place pour suivre la situation», souligne le communiqué.

Selon des sources maritimes dans l'océan Indien, l'attaque serait la première enregistrée à l'est du 60e degré de longitude, entre les Seychelles et les Maldives.

Des pirates somaliens avaient déjà capturé jeudi un cargo porte-conteneurs singapourien dans l'océan Indien, au nord des Seychelles, une opération qui avait confirmé la reprise récente des attaques dans une zone pourtant très éloignée des côtes somaliennes.

C'est dans cette zone également que des thoniers français ont été attaqués les 10 et 13 octobre par des pirates présumés. Ces agressions avaient été repoussées par des tirs de militaires français présents à bord pour protéger les bâtiments.

Ces incidents étaient localisés entre 300 et 500 km

au nord des Seychelles. L'attaque hier s'est déroulée à environ 1 000 km au nord-est des Seychelles et 1 250 km à l'est des côtes somaliennes, démontrant le rayon d'action, toujours plus grand, des pirates.

Ces derniers utilisent le plus souvent des bateaux-mère, qui leur permettent de lancer leurs embarcations rapides à l'assaut de navires de commerce en haute mer.

Les pirates semblent délaisser le golfe d'Aden, l'une des routes maritimes les plus fréquentées au monde et maintenant sécurisée par des navires de guerre. Ils sévissent à présent plus à l'est, dans le vaste océan Indien, à la faveur de la fin de la mousson et du retour à une mer calme.

Samedi, le ministre sénégalais des Ressources naturelles et des Transports Joel Morgan soulignait l'impact de la piraterie sur l'économie de l'archipel : «De février à juin, nous avons observé une baisse de 30 % du trafic maritime dans la région, touchant principalement les thoniers.»

Avec cette nouvelle capture, les pirates somaliens détiennent désormais six navires étrangers et plus de 110 marins, selon l'ONG Ecoterra International, qui suit ces questions dans la région. 174 navires ont été



pris d'assaut depuis début 2009, dont 49 capturés, selon la même source.

Un thonier géant espagnol, l'Alakrana et ses 36 marins, ont été capturés le 2 octobre entre la Somalie et les Seychelles.

Les pirates réclament quatre millions de dollars de rançon et la libération de deux des leurs arrêtés par la marine espagnole pour les relâcher.

De leur côté, plusieurs thoniers espagnols opérant à partir des Seychelles ont embarqué des ex-militaires britanniques employés par une compagnie de sécurité

privée pour les protéger des pirates, a affirmé hier le quotidien *El Pais*.

Cette décision a été prise à la suite du refus du gouvernement espagnol d'embarquer des militaires sur ces bateaux, alors que des fusiliers marins français protègent des thoniers français et ont repoussé plusieurs attaques.

Le gouvernement espagnol a toutefois proposé jeudi des mesures visant à renforcer la sécurité de ses thoniers, telles que la formation des gardes privés et leur acheminement, avec leurs armes, dans l'océan Indien.

FRANCE

L'avocat de Sarkozy charge Villepin au procès Clearstream

L'avocat du président français Nicolas Sarkozy au procès Clearstream a plaidé à charge hier contre Dominique de Villepin, jugeant à la veille du réquisitoire que les quatre semaines de débat avaient démontré l'implication de l'ex-Premier ministre dans cette machination.

«Est-ce qu'il y a eu de la part de Dominique de Villepin courant 2004 complicité de délit de dénonciation calomnieuse ? La réponse est oui», a affirmé M^e Thierry Herzog, au nom de M. Sarkozy.

«Je démontrerai (...) l'implication de ceux qui sont poursuivis», a ajouté l'avocat, lors de sa plaidoirie devant un tribunal plein à craquer.

Le président, fait rarissime, s'est porté partie civile dans cette affaire.

Une démarche, dénoncée par la défense au nom de l'équité de la justice, qui signifie en droit français qu'il fait valoir ses droits de victime au procès. M. de Villepin encourt 5 ans de prison et joue sa carrière politique dans cette affaire où il est accusé de «complicité de dénonciation calomnieuse» au

détriment de Nicolas Sarkozy. Les deux hommes se côtoyaient à l'époque au gouvernement mais étaient rivaux à la veille de la présidentielle de 2007 pour prendre la succession de Jacques Chirac.

L'affaire avait éclaté bien avant l'élection de 2007, contribuant au final à disqualifier Dominique de Villepin en raison des soupçons qui pesaient sur lui.

Des noms de personnalités, dont celui de M. Sarkozy, avaient été ajoutés sur des listings bancaires de l'institution financière luxembourgeoise Clearstream, ensuite transmis à la justice. Il s'agissait de les discréditer en faisant croire qu'elles détenaient des comptes occultes et avaient perçu des pots de vins dans une vente d'armements.

Un ex-vice président du groupe aéronautique EADS, Jean-Louis Gergorin, a affirmé avoir remis les faux listings à la justice en connaissance de cause, et sur ordre de Dominique de Villepin. Le mathématicien Imad Lahoud a reconnu les avoir confectionnés. Un ancien responsable des services secrets, le général Rondot, a également témoigné en ce sens.

«Courant 2004, et à partir d'avril 2004, la conviction qui est la mienne est que tant Jean-Louis Gergorin, Imad Lahoud que Dominique de Villepin se sont entendus, se sont associés» pour mettre au point la machination, a poursuivi l'avocat de Nicolas Sarkozy, un ténor du barreau qui est aussi un ami de longue date du président français.

Il a également affirmé qu'«aucun de ceux qui sont ici ne sont ici par l'acharnement d'un homme». Dominique de Villepin avait employé ces termes au premier jour du procès pour dénoncer «l'acharnement» de Nicolas Sarkozy contre lui.

Dans un «lapsus» fin septembre, M. Sarkozy avait en retour qualifié de «coupables» les prévenus de ce procès hors normes.

Ayant déclenché un concert de protestations pour avoir bafoué la présomption d'innocence, il a admis la semaine dernière qu'il aurait été «mieux inspiré» de «s'abstenir de tout commentaire». La vérité «est en train d'éclater», a-t-il cependant ajouté.

Aujourd'hui après-midi auront lieu les réquisitions du parquet.

Suivront le lendemain les plaidoiries de la défense, dont celles des quatre avocats de M. de Villepin. Puis, jeudi et vendredi, celles des défenseurs des quatre autres personnes poursuivies : M. Gergorin, Imad Lahoud, le journaliste Denis Robert et l'auditeur Florian Bourges. La décision du tribunal devrait être mise en délibéré à début 2010.

TRAITÉ DE LISBONNE

L'UE rejette l'idée d'une dérogation slovaque

La présidence suédoise de l'UE a rejeté hier l'idée que la Slovaquie, dans le sillage de la République tchèque, puisse à son tour obtenir une dérogation tardive au traité de Lisbonne pour empêcher des restitutions aux Allemands expulsés des Sudètes en 1945.

«Il me semblait que la Slovaquie en avait terminé avec son processus de ratification du traité de Lisbonne», contrairement à la République tchèque qui attend encore la signature de son président Vaclav Klaus, a dit sur un ton ironique le chef de la diplomatie suédoise, Carl Bildt.

Il s'exprimait lors d'une conférence de presse à Bruxelles, en réponse à une question sur des propos tenus dimanche par le Premier ministre slovaque, Robert Fico.

Ce dernier a menacé de revendiquer une dérogation pour son pays, similaire à celle de Prague, au cas où le chef de l'Etat tchèque, Vaclav Klaus, obtiendrait

gain de cause. M. Klaus demande, pour prix de sa signature, une dérogation à une charte incluse dans le traité afin empêcher toute restitution des biens des Allemands des Sudètes confisqués dans l'ex-Tchécoslovaquie après la Seconde guerre mondiale.

Les propos de M. Fico «doivent concerner une quelconque procédure de modification ultérieure du traité dans l'Union européenne, qui, je dois le dire, ne semble pas dans les tuyaux à l'heure actuelle», a ajouté M. Bildt, adressant du même coup une fin de non-recevoir.

Interrogé également sur les déclarations du Chef du gouvernement slovaque, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a émis l'espoir «que plus aucun obstacle artificiel ne sera posé pour entraver l'achèvement du

processus» de ratification du traité.

«Nous avons besoin du traité, l'Union européenne ne peut rester en suspens», a-t-il dit lors d'une conférence de presse séparée à Bruxelles.

La Slovaquie a déjà pleinement achevé en mai sa procédure de ratification du traité de Lisbonne.

Le feu vert de Prague reste le dernier obstacle à l'entrée en vigueur de ce document censé faire fonctionner l'Union européenne de manière plus efficace.

Mais un compromis semble se dessiner depuis que Vaclav Klaus a laissé entendre qu'il signerait le texte, dans une interview publiée samedi.

Il indiqué être prêt à se contenter dans l'immédiat, sur le dossier des Sudètes, d'une simple déclaration politique des dirigeants des pays de l'UE, lors de leur prochain sommet les 29 et 30 octobre, sans modification du traité proprement dit, option qui nécessiterait de recommencer partout les procédures de ratification.

Cette solution avait été utilisée déjà pour donner à l'Irlande les garanties qu'elle demandait afin de pouvoir organiser en octobre un nouveau référendum sur le traité après un premier rejet en juin 2008.